

MEMORIAL

**Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg**

**MEMORIAL**

**Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg**

RECUEIL DE LEGISLATION**A — N° 124****31 décembre 1998****Sommaire**

Règlement ministériel du 16 décembre 1998 portant création d'un Conseil Supérieur des personnes handicapées	page 3398
Règlement grand-ducal du 18 décembre 1998 imposant des sanctions à l'égard du Gouvernement de la République de Serbie	3398
Règlement grand-ducal du 18 décembre 1998 déterminant les disciplines d'un laboratoire d'analyses de biologie médicale et réglementant la formation spécialisée des responsables de laboratoire	3399
Loi du 23 décembre 1998 portant approbation de la Convention portant statut des Ecoles Européennes, signée à Luxembourg, le 21 juin 1994 et des Annexes I et II	3405
Règlement grand-ducal du 23 décembre 1998 déterminant les emplois à responsabilité particulière de la carrière du secrétaire de légation au Ministère des Affaires Etrangères	3416
Règlement grand-ducal du 23 décembre 1998 modifiant le règlement grand-ducal du 8 août 1985 concernant l'exécution de la loi modifiée du 29 juillet 1912 sur la police sanitaire du bétail. . .	3416
Règlement grand-ducal du 23 décembre 1998 modifiant les annexes du règlement grand-ducal du 22 août 1983 concernant certains produits utilisés dans l'alimentation des animaux	3418
Règlement grand-ducal du 31 décembre 1998 portant exécution de l'article 127, alinéa 6 de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu (abattement forfaitaire pour frais de domesticité, frais d'aides et de soins en raison de l'état de dépendance ainsi que pour frais de garde d'enfant personne dépendante).	3420

Règlement ministériel du 16 décembre 1998 portant création d'un Conseil Supérieur des personnes handicapées.

*La Ministre aux Handicapés et aux
Accidentés de la Vie,*

Vu l'arrêté grand-ducal du 1^{er} février 1995 portant énumération des ministères et détermination des compétences ministérielles tel qu'il a été modifié par arrêté grand-ducal du 7 mars 1995;

Considérant que pour promouvoir l'intégration des personnes handicapées dans notre société, il est opportun de créer un organisme consultatif constitué majoritairement de représentant(e)s d'associations de/pour personnes handicapées;

Arrête:

Art. 1^{er}.- Il est institué un Conseil Supérieur des personnes handicapées, désigné dans le présent règlement par le terme «Conseil».

Art. 2.- Le Conseil est un organe consultatif qui a pour mission:

- a) d'assister et de conseiller le ministre ayant dans ses attributions le handicap dans son travail de coordination de la politique gouvernementale en faveur des personnes handicapées;
- b) de réunir à cette fin les partenaires impliqués à savoir des personnes à besoins spéciaux, des professionnels du secteur et des membres du Gouvernement;
- c) d'aviser tout projet de loi ou de règlement touchant de près ou de loin le domaine du handicap;
- d) d'étudier toutes les questions qui lui sont soumises ainsi que tous les sujets qu'il juge utiles.

Art. 3.- Le Conseil se compose de 11 personnes dont

- un(e) délégué(e) du département aux Handicapés et Accidentés de la Vie à désigner par le ministre compétent qui est chargé(e) à assurer le lien entre le Conseil et le(s) comité(s) interministériel(s) institué(s) en matière de handicap;
- quatre représentant(e)s d'associations gestionnaires offrant des services aux personnes handicapées;
- cinq représentant(e)s des personnes handicapées respectivement de leur parents pour ceux et celles qui ne peuvent pas se représenter elles-mêmes;
- le directeur du Centre National d'Information et de Rencontre du Handicap.

Les membres du Conseil sont nommés par le ministre aux Handicapés et Accidentés de la Vie tout en veillant à une représentation adéquate des différents types du handicap.

Le Conseil compte autant de membres suppléants qu'effectifs. Le mandat des membres du Conseil est de quatre ans. Les membres suppléants achèvent le mandat de ceux qu'ils remplacent.

Art. 4.- Un(e) président(e) et un(e) vice-président(e) sont nommé(e)s par le Ministre aux Handicapés et aux Accidentés de la Vie sur proposition du Conseil pour la durée de 4 ans. Leur mandat est renouvelable.

Le secrétariat du Conseil est assuré par le service aux Handicapés et Accidentés de la Vie. Le secrétaire peut être choisi en dehors des membres du Conseil.

Le Conseil se dotera d'un règlement d'ordre intérieur.

Art. 5.- Le Conseil peut constituer des commissions nécessaires à l'exécution de sa mission.

Il peut également s'adjoindre, à l'occasion, toutes les personnes ou experts dont les conseils peuvent être bénéfiques. Les experts sont à limiter au nombre de cinq personnes et ne disposent pas du droit de vote.

Art. 6.- Le règlement ministériel du 13 décembre 1985 portant création d'un Conseil Supérieur des personnes handicapées est abrogé.

Art. 7.- Le présent règlement sera publié au Mémorial.

Luxembourg, le 16 décembre 1998.

*La Ministre aux Handicapés et aux
Accidentés de la Vie,
Marie-Josée Jacobs*

Règlement grand-ducal du 18 décembre 1998 imposant des sanctions à l'égard du Gouvernement de la République de Serbie.

Nous JEAN, par la grâce de Dieu, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau ;

Vu l'arrêté grand-ducal modifié du 10 novembre 1944 relatif au contrôle des changes ;

Vu l'article 36 de la Constitution ;

Vu le Règlement (CE) N° 1607/98 du Conseil du 24 juillet 1998 concernant l'interdiction des nouveaux investissements dans la République de Serbie ;

Notre Conseil d'Etat entendu ;

Sur le rapport de Notre Premier Ministre, Ministre des Finances, de Notre Ministre des Affaires Etrangères, du Commerce Extérieur et de la Coopération et de Notre Ministre de la Justice et après délibération du Gouvernement en Conseil ;